

Infos Gaza 909

Semaine du 7 au 14 Mars 2018

Les forces israéliennes resserrent continuellement la fermeture de la bande de Gaza et ferment tous les passages commerciaux, faisant du Karm Abu Salem le seul passage commercial de la bande de Gaza, bien qu'il ne soit pas adapté à la capacité opérationnelle et à la distance des marchés.

Les forces israéliennes ont continué d'appliquer la politique, qui vise à renforcer la fermeture de tous les points de passage commerciaux, en imposant un contrôle total sur le flux des importations et des exportations.

Les forces israéliennes ont continué d'interdire totalement la livraison de matières premières à la bande de Gaza, sauf pour des quantités et des articles très limités. Les quantités limitées de matières premières autorisées à Gaza ne répondent pas aux besoins minimaux de la population civile de la bande de Gaza.

Les forces israéliennes ont également continué à imposer une interdiction presque totale des exportations de la bande de Gaza, y compris les produits agricoles et industriels, à l'exception des produits allégés tels que les fleurs, les fraises et les épices. Cependant, ils ont récemment permis l'exportation de certains légumes comme le concombre et les tomates, les meubles et le poisson.

Israël a continué à fermer le passage de Beit Hanoun (Erez) pour la majorité des citoyens palestiniens de la bande de Gaza. Israël n'autorise le déplacement que d'un nombre limité de groupes, avec de nombreuses heures d'attente dans la majorité des cas. Israël a continué d'adopter une politique visant à réduire le nombre de patients palestiniens autorisés à passer par le terminal de Beit Hanoun pour recevoir un traitement médical dans des hôpitaux israéliens ou en Cisjordanie et à Jérusalem-Est. Israël a également continué d'appliquer la politique consistant à faire en sorte que certains civils voyageant via Beit Hanoun soient interrogés par le service de renseignement israélien et soumis à un chantage ou arrêtés.

Le vendredi 9 mars 2018, vers 1h30 du matin, des dizaines de jeunes Palestiniens se sont dirigés vers la barrière frontalière entre la bande de Gaza et Israël, dans le nord de la bande de Gaza. Les jeunes se sont approchés de la barrière de sécurité et ont lancé des pierres sur les soldats israéliens stationnés le long de la barrière frontalière. Les soldats stationnés dans des tours de garde militaires et dans leur voisinage à Beit Hanoun «*Erez*», au nord-ouest du village de Beit Hanoun stationnés à l'est du cimetière islamique à l'est de Jabalia ont tiré des balles réelles, des balles en métal recouvertes de caoutchouc et des bombes lacrymogènes sur les manifestants. En conséquence, 5 civils, dont un enfant et un aveugle, ont été blessés. Trois

d'entre eux ont été frappés à balles réelles et deux civils ont été touchés par une cartouche de gaz lacrymogène. Les civils blessés ont été transférés via une ambulance du CRP à l'hôpital indonésien pour y recevoir un traitement médical. Les médecins ont classé leurs blessures entre modérée et mineure.

Le même vendredi, vers 14h00, des dizaines de jeunes Palestiniens se sont dirigés vers la barrière frontalière entre la bande de Gaza et Israël à l'est de Khuza'a et dans les villages d'Abasan, à l'est de Khan Yunis, , en signe de protestation contre la déclaration de Jérusalem par le président américain Donald Trump comme capitale d'Israël. Les affrontements se sont poursuivis dans la région pendant des heures au cours desquelles les soldats israéliens ont stationné le long de la barrière frontalière et tiré sporadiquement des balles réelles et des bombes lacrymogènes sur les manifestants et la zone à l'ouest de la barrière frontalière. En conséquence, 2 civils ont été frappés avec des balles réelles dans leurs membres inférieurs. Ils ont été transférés à l'hôpital européen de Gaza, au sud-est de la ville pour recevoir un traitement médical. Les médecins ont classé leurs blessures comme modérées.

Dans la journée des dizaines de jeunes palestiniens se sont rendus à la frontière entre la bande de Gaza et Israël, à l'est du camp de réfugiés d'al-Burij dans le centre de la bande de Gaza, pour protester contre la déclaration de Jérusalem. la capitale d'Israël. Les jeunes ont mis le feu aux pneus et lancé des pierres sur les soldats israéliens postés derrière des barrières de sable le long de la clôture frontalière. Les soldats ont alors tiré des grenades lacrymogènes et tiré des balles sur eux. En conséquence, un civil de 21 ans a été touché à coups de balles réelles à la cuisse droite et un civil de 24 ans a été touché par balle au genou gauche. Ils ont été transférés par une ambulance du CRP à l'hôpital al-Aqsa à Deir al-Balah. Leurs blessures ont été classées comme modérées.

Infos Gaza 909 bis

Trump "retarde" le mariage à Gaza

Sarah Algherbawi The Electronic Intifada 6 mars 2018



Les Palestiniens protestent contre les coupes américaines à l'UNRWA, dans la ville de Gaza, le 29 janvier.

Ashraf Amra APA images

Les décisions prises à Washington causent un dilemme à Ghassan Abu el-Qomsan et à sa famille. Ses jumeaux, Wasim et Ibrahim, ont l'intention de se marier lors d'une cérémonie conjointe en mai. Il est incertain si le mariage ira de l'avant. Ghassan craint qu'il ne puisse pas payer pour les célébrations. Ghassan enseigne dans une école dirigée par l' <u>UNRWA</u>, l'agence des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine. Il craint que son salaire ne soit bientôt réduit parce que l'agence a été plongée dans une crise financière.

La crise a été exacerbée par l'administration américaine de Donald Trump, qui a retenu plus de la moitié d'un paiement de 125 millions de dollars qu'elle devait verser à l'UNRWA en janvier. "Je ne sais pas quoi faire", a déclaré Ghassan, un résident de 48 ans du camp de réfugiés de Jabaliya, au nord de Gaza. "Devrais-je reporter le mariage de mes fils? Si mon salaire est réduit, je ne serai pas en mesure de payer la facture complète pour le mariage. "

Wasim, le fils de Ghassan, a déclaré qu'il «vivait dans un état de stress» depuis que l'administration Trump a annoncé qu'elle refusait de fournir de l'aide à l'UNRWA. "Je suis engagé depuis un an maintenant", a déclaré Wasim, 24 ans. "J'ai peur de ne pas pouvoir me marier cette année."

Abbas Abu Nada, 27 ans, effectue des travaux de maintenance informatique pour l'UNRWA. Comme son père a été tué dans un accident de voiture en 2015, Abu Nada est maintenant le soutien de famille pour 11 membres de la famille. Son contrat avec l'agence est temporaire, mais jusqu'à récemment, il espérait devenir un employé à long terme. Les coupures d'aide américaines ont détruit de tels espoirs. "J'ai commencé à chercher de nouveaux emplois", a-t-il déclaré. "Ma famille a besoin de moi."

Plus d'un tiers des 30 000 employés de l'UNRWA travaillent à Gaza.

Des mesures douloureuses

Les réductions de l'aide ont déjà forcé l'UNRWA à prendre des mesures douloureuses. Matthias Schmale, qui dirige l'agence à Gaza, a déclaré avoir trouvé suffisamment d'argent pour assurer le paiement du personnel jusqu'en juin. Pourtant, l'agence n'est pas en mesure de donner aux nouveaux enseignants des emplois à long terme et de renouveler les contrats du personnel employé à titre temporaire.

Schmale a averti que les conséquences de la crise financière pourraient être de grande portée. "L'UNRWA est un facteur de stabilité dans la région", a-t-il déclaré. "Si nous diminuons nos services, cela peut conduire à une explosion."

Au total, l'UNRWA gère 267 écoles et 21 centres de soins de santé primaires à Gaza. Il fournit également une aide alimentaire à environ 1 million de personnes à Gaza, soit la moitié de la population de la bande.

En réponse à sa crise financière, l'UNRWA a lancé une campagne de collecte de fonds en janvier. L'agence souhaite récolter 500 millions de dollars, a-t-elle annoncé lors du lancement de la campagne à Gaza. Beaucoup de gens à Gaza pensent qu'il est peu probable que les États-Unis libèrent l'aide qu'ils gèlent.

"Nous prévoyons une baisse plus importante du soutien américain dans les années à venir, notamment parce que la présidence actuelle prend des mesures claires en faveur d'Israël", a déclaré Esam Odwan, qui dirige le département des réfugiés pour le Hamas.

Les réductions d'aide interviennent à un moment où la situation des habitants de Gaza est généralement précaire.

Plus de 40 000 employés du secteur public à Gaza ont vu leur salaire chuter brutalement ces dernières années en raison des coupes imposées par l'Autorité palestinienne, basée en

Cisjordanie occupée. Un engagement a été pris pour s'assurer que 50 pour cent des salaires de ces employés seraient payés dans le cadre de l'accord de rapprochement conclu entre le Hamas et son rival Fatah au Caire en octobre 2017.

"Je me sens impuissant"

Pourtant, les employés se plaignent qu'ils ne sont toujours pas payés. Un syndicat représentant les employés a installé une tente dans la ville de Gaza pour demander que la situation soit rectifiée.

Nashat al-Sinwar, 47 ans, va à la tente de protestation chaque jour.

Nashat avait soutenu neuf membres de la famille à travers son travail en tant que policier dans l'administration du Hamas à Gaza. Son fils Ameer, 12 ans, souffre d'ostéoporose.

"Je ne suis pas en mesure de payer des médicaments pour mon fils", a déclaré Nashat, dont les dettes augmentent. "J'ai peur de le perdre. Je me sens impuissant."

Yousef Hijazi, 39 ans, fait partie de la police de la circulation. Il continue de travailler huit heures par jour, sans être payé.

"A la fin de la journée, je n'ai pas d'argent pour acheter de la nourriture pour ma famille", a déclaré le père de quatre enfants. "Beaucoup de jours, nous n'avons que du pain et de l'eau."

"Je ne m'attendais jamais à vivre de cette manière", a ajouté Hijazi. "Je peux gérer cette situation, mais mes enfants sont trop petits pour comprendre pourquoi leur père ne peut pas répondre à leurs besoins et à leurs désirs."

Il n'a pas été en mesure de rembourser les dettes d'un supermarché local. Parce qu'il ne reçoit pas de salaire, le magasin a cessé de lui permettre d'avoir des biens à crédit.

Il y a un soupçon répandu que les gens de Gaza sont délibérément maintenus dans la souffrance

Mustafa al-Sawaf, un analyste politique du journal *Felesteen*, affirme qu'Israël et ses alliés souhaitent que le Hamas abandonne ses activités de résistance. En refusant de payer les salaires, l'Autorité palestinienne a aidé Israël à réaliser cet objectif.

"Les gens affamés ne pourront pas se révolter", a-t-il dit. "Israël et les Etats-Unis veulent nous affamer."

Sarah Algherbawi est rédactrice et traductrice indépendante de Gaza.